



"Existe-t-il un risque géopolitique lié à la chute du prix du pétrole ?"

ROMAIN RENIER 01/05/2016 ALTERNATIVES ECONOMIQUES N°357

Les difficultés restent surtout nationales pour l'instant, mais des risques d'embrassement existent au Sahel et en Afrique de l'Ouest notamment.

La chute du prix du baril a déstabilisé les pays les plus dépendants du pétrole. Les difficultés se cantonnent pour le moment à des problèmes internes, mais un risque d'embrassement existe, notamment au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Avec son pétrole au coût d'extraction élevé, le Venezuela est actuellement l'un des pays les plus touchés. L'or noir représente en effet la quasi-totalité de ses exportations et la moitié de ses recettes publiques. Conséquence de la chute des prix, ses réserves de change sont à sec, sa monnaie s'est effondrée et le pays, qui n'est plus en mesure d'importer, souffre de graves pénuries alimentaires et de médicaments. Depuis les législatives de décembre dernier, le président Eduardo Maduro, héritier de Hugo Chavez, doit composer avec un parlement d'opposition, source de blocages à répétition. Pour tenter de regagner en popularité en vue de ces élections, le président vénézuélien avait ravivé de vieilles tensions avec la Colombie voisine, mais un conflit reste pour l'heure peu probable.

Plus proche de nous, la situation en Algérie est elle aussi source d'inquiétude. Lors des printemps arabes, outre la répression, le pouvoir avait acheté la paix sociale à coup de subventions sur les produits de base, financées par l'argent du pétrole. Mais les réserves de change du pays ont chuté de près d'un tiers et les dirigeants sont désormais obligés de couper dans les dépenses. Il reste cependant de quoi tenir encore plusieurs mois avant que les prix des produits importés ne flambent vraiment. Mais si ça devait être le cas, cela risquerait de causer de sérieux remous dans un pays où une jeunesse minée par le chômage est d'ores et déjà en froid avec un pouvoir notoirement corrompu et inefficace, incarné par le vieillissant Abdelaziz Bouteflika.

La déstabilisation de l'Algérie aurait évidemment des conséquences majeures dans un Sahel déjà marqué par la présence d'intégristes islamistes nombreux et très actifs. Les dirigeants algériens peuvent cependant compter sur le souvenir encore très vif de la guerre civile des années 1990, qui a profondément marqué tous les Algériens, pour calmer les ardeurs contestataires. Par ailleurs, l'Arabie Saoudite elle-même se trouve dans une situation assez analogue même si ses réserves financières sont plus importantes que celles de l'Algérie. Son gouvernement est largement à l'origine de la baisse des prix du pétrole, mais il n'est pas exclu qu'il en soit finalement une des victimes. Auquel cas les conséquences régionales potentielles seraient évidemment très importantes.

Mais c'est probablement la situation au Nigeria qui est la plus préoccupante dans l'immédiat. Le pays n'a pas profité de ses pétrodollars pour développer son appareil productif. Il dépend donc beaucoup de ses importations, y compris pour l'essence, mais aussi pour certains produits alimentaires. Or, ses réserves de change s'épuisent. Les pénuries et l'augmentation du coût de la vie qui risquent d'en résulter pourraient mettre le feu aux poudres dans un pays déjà très divisé. Le pouvoir pourrait aussi avoir du mal à financer la lutte contre l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ex-Boko Haram), qui sévit dans toute la région.

A contrario, le pétrole est l'une des principales ressources de Daesh, qui a dû réduire la solde de ses combattants et augmenter les impôts dans les territoires qu'il occupe. Et la Russie, qui avait fortement relancé ses dépenses militaires, pourrait-elle aussi être contrainte de lever le pied en raison de la chute de ses revenus pétroliers.

Sur une question de question de Bilel Bouaoun